Discours de Winston Churchill (Edimbourg, 19 mai 1950)

Légende: Le 19 mai 1950 à Édimbourg, Winston Churchill explique vouloir disposer d'une étude approfondie sur les conséquences d'une éventuelle participation britannique au plan Schuman avant de prendre position sur l'initiative française.

Source: MASSIP, Roger. Ce jour-là l'Europe est née. Lausanne: Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Centre de recherches européennes, 1980. 71 p. (Cahiers rouges).

Copyright: (c) Fondation Jean Monnet pour l'Europe et Centre de recherches européennes, Lausanne

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_winston_churchill_edimbourg_19_mai_1950-fr-e0b51a2a-0ef7-420c-974b-5088dcdcd5f1.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

Discours de Winston Churchill (Edimbourg, 19 mai 1950)

[...]

Nous voici donc en présence de la proposition que M. Schuman, Ministre français des Affaires étrangères, a faite en vue de l'intégration des industries françaises et allemandes du charbon et de l'acier. Ce serait là une mesure importante et efficace pour empêcher une nouvelle guerre entre l'Allemagne et la France ; elle apaiserait enfin la querelle millénaire entre le Gaulois et le Teuton.

La France vient de prendre l'initiative. Mais cela ne suffirait pas en soi à mettre la France en mesure de traiter comme il convient avec l'Allemagne. Nous devons être aux côtés de la France.

Pendant des siècles la France et l'Angleterre, et plus récemment l'Allemagne et la France, ont déchiré le monde par leurs luttes. Il suffit qu'elles soient unies pour constituer une force dominante dans le Vieux Monde et pour devenir le centre de l'Europe unie. Mais en plus de ceci il y a toute la force et toute l'approbation de la grande puissance mondiale qui s'est édifiée de l'autre côté de l'Atlantique et qui, à l'heure de sa suprématie, n'a montré qu'une préoccupation, celle de faire de nouveaux sacrifices pour la cause de la liberté.

Si la proposition de Schuman est bonne dans son principe, nous devons néanmoins étudier avec soin de quelle façon la Grande-Bretagne peut apporter la participation la plus effective à un regroupement aussi vaste de l'industrie européenne. Nous devons veiller à ce que cela n'entraîne pas en Grande-Bretagne la baisse des salaires, du niveau d'existence et des conditions de travail. J'estime que nous devons affirmer le principe du nivellement par le haut et non par le bas.

Nous sommes tous, j'en suis sûr, fiers de l'industrie britannique de l'acier qui joue un rôle si important dans notre commerce d'exportation. Il faut étudier très soigneusement les conditions dans lesquelles nous pouvons nous associer aux nations continentales. Si la nationalisation devait nous amener à détruire ou même à compromettre l'efficacité de notre industrie sidérurgique, nous nous trouverions sérieusement désavantagés par rapport aux pays continentaux qui sont exempts des abus socialistes.

Tout en accueillant cordialement le principe et l'esprit de ce qu'on nous propose, nous devons être assurés sur ces points et sur d'autres. Pour l'instant aucun renseignement de détail n'a été rendu public et le gouvernement lui-même a été pris par surprise. En conséquence, j'ai donné mon assentiment à la requête de M. Attlee pour que les débats sur cette question n'aient lieu qu'après le congé de Pentecôte, époque à laquelle nous devrions tous en savoir plus long qu'aujourd'hui.